



REPUBLIQUE DE POLOGNE

CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION

LA DECADE POLONAISE

INFORMATIONS SUR LA POLOGNE

paraissant le 10, le 20 et le 30 de chaque mois

UN PAYS POLONAIS CEDE PAR LES SOVIETS AUX LITHUANIENS
=====

LE REGIME LITHUANIEN A WILNO
=====

AVANT PROPOS : DECLARATION DU GENERAL SIKORSKI 3

LA SITUATION DEPUIS LES EVENEMENTS
DE L'AUTOMNE 1 9 3 9 4

CULTURE ET INSTRUCTION PUBLIQUE 6

PERSECUTIONS ECONOMIQUES 9

COMMERCE 10

INDUSTRIE 10

ARTISANS 11

COOPERATIVES 12

PROPRIETES IMMOBILIERES ET AUTRES CAPITAUX 12

AGRICULTURE..... 13

SITUATION DE LA POPULATION POLONAISE..... 13

LA VERITE SUR LA QUESTION DE WILNO..... 14

...Des nouvelles concernant la situation tragique de la population polonaise du pays de Wilno me sont parvenues. Ces territoires ont été saisis au mépris du droit et le fait qu'ils ont été remis aux Lithuaniens par les Soviets ne diminue en rien l'illégalité de cet acte. Le 15 novembre 1939, le Gouvernement Polonais a fait une déclaration affirmant que les actes commis par la Lituanie ne marquaient pas la fin de la question de Wilno et du pays de Wilno et que la Pologne, ne renonçant point à ses droits, s'efforcera par tous les moyens en son pouvoir de les faire respecter.

Les imprévoyantes méthodes d'oppression et d'extermination que les autorités lithuaniennes appliquent à la population polonaise sans défense ne **manqueront pas** de peser de tout leur poids au moment du règlement final des comptes, de même que, d'autre part, l'aide apportée aux Polonais par le peuple lithuanien aurait pu devenir la base d'une heureuse collaboration avec la Pologne après son relèvement...

/Extrait du discours prononcé par

le Général Sikorski, le 25.IV.1940/



UN PAYS POLONAIS CEDE PAR LES SOVIETS AUX LITHUANIENS
=====

LE REGIME LITHUANIEN A VILNO
=====

LA SITUATION DEPUIS LES EVENEMENTS DE L'AUTOMNE 1 9 3 9

La Pologne et la Lithuanie qui, depuis le XVème siècle, étaient étroitement liées par une Union personnelle, transformée en Union réelle en 1569, et qui perdirent ensemble leur liberté au XVIIIème siècle, redevinrent des Etats indépendants à la suite de la guerre de 1914. Les hommes politiques lithuaniens de la période 1914 - 1918 s'appuyèrent alors déjà sur l'Allemagne dont le but était de séparer la Lithuanie de la Pologne. A partir de 1920, ils usèrent de l'aide de la Russie, contre la Pologne, voulant, non seulement établir l'indépendance des terres ethnographiquement lithuaniennes, avec Kowno, mais y ajouter encore le pays polonais de Wilno.

Néanmoins, le territoire de Wilno, revendiqué par la Lithuanie, est et demeurera polonais. En effet, 70 o/o de la population est polonaise, le reste se composant de Juifs, de Ruthènes-Blancs et enfin de Lithuaniens, ceux-ci en proportion infime /6 o/o/. Dans ces conditions, les revendications territoriales lithuaniennes envers la Pologne étaient dépourvues de tout fondement.

La tension existant entre les deux pays, a toujours été ressentie avec d o u l e u r par toute la nation polonaise qui nourrit des sentiments f r a t e r n e l s envers les Lithuaniens, auxquels elle se sent liée par une tradition séculaire.

Le mois de septembre 1939 qui déchaina la guerre, ne vit pas seulement l e d é s a s t r e m i l i t a i r e de la P o l o g n e mais aussi la d é f a i t e p o l i t i q u e de la L i t h u a n i e . En fait, la Lithuanie cessa alors d'être un Etat indépendant. Elle est soumise à présent à la t u t e l l e g e r m a n o - r u s s e et, stratégiquement, les bases soviétiques dominant tout le pays. Autrefois, l'union entre la Pologne et la Lithuanie leur donna une grande victoire sur les Allemands, à Grunwald, en 1410. De nos jours, l a m é s e n t e n t e qui sépare les deux pays a contribué à la défaite de la Pologne et de la Lithuanie de 1939.

Les bolchéviques ont occupé Wilno le 19 septembre. Quelques semaines plus tard par le traité du 10 octobre 1939, la Lithuanie se vit offrir par eux la ville de Wilno et une partie de cette province. Ceci représente près de 7.000 km.carrés et 50.000 habitants.

Au moment tragique où, sous la poussée des troupes soviétiques, les armées polonaises et les réfugiés civils traversèrent la frontière, ils trouvèrent en Lithuanie une compas-

sion et une hospitalité très sincères et très cordiales. Cette sympathie était due, en partie, à ce que durant les dernières années, pressentant le danger allemand, la Lithuanie avait songé à se rapprocher de la Pologne, et aussi, en partie, au danger direct qui la menaçait en automne dernier.

Mais depuis ce temps, des changements notoires survinrent dans l'opinion lithuanienne.

Les causes probables de ces changements sont assez faciles à saisir. L'impression causée par la défaite momentanée de la Pologne, rendit plus facile l'action antipolonaise des éléments chauvinistes lithuaniens. Il trouvèrent un encouragement dans les nouvelles qui leur parvenaient des territoires occupés par les deux envahisseurs et qui témoignaient de la destruction complète de tout ce qui est polonais. Il convient de souligner que tous les partis lithuaniens, aussi bien les nationalistes que les sociaux-démocrates et que les populistes, dans leurs groupements de jeunes, font preuve de la même animosité à l'égard des Polonais et de la culture polonaise, étroitement apparentés, depuis des siècles à la culture occidentale.

Une partie des Lithuaniens, d'âge mûr et plus réfléchis, évaluent les événements à leur juste valeur et ne doutent pas un instant que, dans le futur, la Lithuanie voisinerait de nouveau avec un Etat polonais indépendant. La jeune génération, qui a fait son entrée dans la vie au cours des dernières vingt années et dont les représentants travaillent aujourd'hui soit dans l'administration, soit dans l'armée, soit dans la presse, est, par contre, issue de l'école politique des polonophobes lithuaniens. Il ne semble pas que ces derniers suivent une ligne politique de longue haleine et il paraît plutôt, qu'ils se contentent, en profitant de la tragédie que vit la Pologne, d'exterminer dans la mesure du possible, l'élément polonais dans le territoire de Wilno.

Les tendances antipolonaises ont pris peu à peu le dessus sur le projet de collaboration polono-lithuanienne et finirent par supplanter complètement les plans plus raisonnables et plus clairvoyants des aînés.

Conformément aux traditions de la politique polonaise, le gouvernement polonais d'Angers s'efforça de placer ses relations avec la Lithuanie sur un plan d'entente commune. L'occupation de Wilno par les bolchéviques, et la remise ultérieure de cette ville purement polonaise aux Lithuaniens, pouvait devenir un gage de collaboration pour l'avenir. La Lithuanie a malheureusement refusé de considérer Wilno comme un dépôt polonais et un terrain de collaboration entre les deux états et malgré tous les efforts polonais elle a choisi la voie de l'oppression. Malgré que la Pologne ait été victime de deux agresseurs, elle supporte le joug de trois oppressions. Après avoir occupé Wilno, le gouvernement lithuanien ne cherche pas à s'entendre avec le gouvernement polonais, ni avec la population polonaise, qui se trouve, en majorité sur les territoires que la Russie lui a concédés.



CULTURE ET INSTRUCTION PUBLIQUE

Le gouvernement lithuanien s'efforce de détruire totalement toute trace de culture polonaise dans les provinces occupées.

L'Université Stefan Batory qui existe depuis 360 ans, a été fermée le 15.XII.1939. Cette Université a été le foyer des sciences le plus important de tous les territoires occupés actuellement par les Soviets et la Lithuanie. Au cours des siècles elle a donné naissance à une série de savants illustres et on lui doit le développement de la culture en cette partie de l'Europe au commencement du XIXème siècle. Durant les dernières vingt années, le personnel dirigeant et enseignant de l'Université plaça celle-ci à l'une des premières places parmi les grandes écoles de Pologne et sut lui conquérir l'estime des savants de l'étranger. L'appui du gouvernement polonais et les dons généreux de particuliers se montant à plusieurs millions de zlotys, permirent d'agrandir et d'équiper la bibliothèque, les institutions scientifiques et les cliniques de la Faculté de Médecine, d'une façon tout à fait moderne.

Non seulement les professeurs mais même les étudiants polonais s'en sont vu refuser l'accès, à présent. Les étudiants polonais ont perdu la possibilité de poursuivre leurs études car après avoir fermé l'Université Stefan Batory, les Lithuaniens ont fait venir une partie de l'Université de Kowno, c'est à dire les Facultés de Droit et des Lettres, dont les cours se font en langue lithuanienne, que les étudiants inscrits ne comprennent pas pour la plupart. Voici le nombre des étudiants inscrits, suivant la nationalité à laquelle ils appartiennent, d'après une statistique lithuanienne : Sur un total de 2695 étudiants, il y a : 2010 Polonais, 436 Juifs, 121 Russes, 56 Ruthènes-Blancs et 51 Lithuaniens. L'emploi obligatoire de la langue lithuanienne ferme l'entrée des cours à tous les étudiants, sauf aux 51 Lithuaniens, bien entendu. En plus de ceci, le Conseil de l'Université Witold le Grand, à Kowno, a limité les inscriptions pour les étudiants qui ne sont pas de nationalité lithuanienne. Ceux-ci ne seront admis à suivre les cours qu'à partir du 2ème semestre de la deuxième année et à condition d'avoir passé, dans le courant de l'année, un examen de lithuanien, conformément au programme des écoles secondaires. En pratique, ceci est impossible. Il y a donc 2644 étudiants sur 2695, privés de toute possibilité de poursuivre leurs études. La plupart de ces étudiants ont été déportés en territoire lithuanien, à Lagary, ancienne propriété du prince Narichkine où ils sont internés dans un camp et astreints au travail obligatoire.

On a donné quinze jours aux professeurs demeurant dans les maisons de l'Université, pour quitter leurs appartements. Les professeurs polonais s'adressèrent alors à leurs collègues de l'Université lithuanienne pour obtenir un sursis, mais les savants en question répondirent par un refus. En conséquence, les familles de 51 professeurs furent brusquement privées de leurs foyers.

Les écoles secondaires et professionnelles étaient très nombreuses à Wilno avant l'occupation lithuanienne. Il y avait en dehors de 14 écoles secondaires, un lycée russe, un lycée lithuanien, un lycée blanc-

ruthène, un lycée juif et deux lycées hébreux, et aussi un grand nombre d'écoles professionnelles, techniques, agricoles, commerciales, industrielles, pédagogiques et autres. La plus grande partie de ces établissements a été fermée par les autorités lithuaniennes. Beaucoup d'enfants et de jeunes gens ont perdu tout moyen de poursuivre leur instruction. Ajoutons que les Lithuaniens ont formellement interdit l'instruction privée, sous peine de prison. On a introduit l'enseignement obligatoire de la langue, de l'histoire et de la géographie lithuanienne dans toutes les écoles polonaises qui subsistent encore en interdisant, en même temps, l'enseignement de l'histoire et géographie polonaises aussi bien dans les écoles que dans les familles.

Dans les lycées polonais, la majorité des professeurs polonais a été remplacé par des professeurs lithuaniens sachant le polonais. La jeunesse ressentit profondément le renvoi de ces professeurs et manifesta son mécontentement par une grève générale qui comprit les élèves de toutes les écoles secondaires, des écoles communales et des écoles professionnelles. Les Lithuaniens décidèrent de briser cette résistance à tout prix et le firent avec une grande brutalité.

Pendant que dura la grève des écoles, la police arrêta un grand nombre de jeunes gens et les mit en prison. On sait pertinemment que les jeunes gens arrêtés de la sorte furent battus. Entre autres, un petit garçon de 12 ans qui refusa de signer une déclaration le faisant renoncer à sa nationalité, fut battu par la police lithuanienne jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Il reçut en tout 125 coups. Chaque fois qu'il s'évanouissait, on l'arroisait d'eau, puis dès qu'il avait repris connaissance on lui ordonnait de signer, à quoi il continua à opposer un refus décidé. Un procès verbal fut dressé de cet incident. Les jeunes filles ont, elles aussi, été mises en prison.

Les autorités lithuaniennes annoncèrent que toutes les écoles polonaises seraient fermées si la grève ne cessait pas aussitôt. Les écoliers cédèrent devant cette menace mais la situation des écoles est toujours extrêmement pénible. La mécontente entre les élèves et les professeurs continue et se termine généralement par le renvoi de dizaines d'élèves et parfois même, de classes entières qui perdent ensuite le droit de reprendre leurs études.

Durant la grève des écoliers, on arrêta aussi des professeurs polonais, dont beaucoup furent condamnés, pour des motifs insignifiants, à des peines très sévères. Par ex., un des professeurs de l'École d'Horticulture fut arrêté et condamné à un an de travaux forcés pour avoir dit dans la rue, au cours d'une conversation privée, qu'il souhaiterait que les traitements infligés à la jeunesse polonaise fussent connus de l'opinion française et anglaise.

La langue polonaise est parlée par tous les habitants de la région. Il est notoire que plus de 90 o/o de la population ne sait pas le lithuanien.

Après s'être engagé à autoriser l'emploi du polonais écrit et parlé sur tout le territoire de Wilno, le gouvernement li-

thuanien décida que le seul langage officiel serait le lithuanien. Cette mesure met la population dans l'impossibilité de défendre ses droits, d'expliquer les motifs de certains actes et son attitude. Les services de l'administration lithuanienne veillent à l'application rigoureuse du décret sur l'emploi exclusif du lithuanien. Les fonctionnaires ne s'adressent aux habitants qu'en cette langue et refusent de répondre aux lettres et requêtes rédigées en polonais, se bornant à adresser aux demandeurs de sévères réprimandes pour emploi d'une langue prohibée. Cette situation est très pénible pour la population qui est, de la sorte, abandonnée aux fonctionnaires, plus ou moins bien disposés, qui ne connaissent pas les conditions locales et qui appliquent souvent très arbitrairement certaines ordonnances.

L'usage exclusif du lithuanien dans les rapports avec les tribunaux, crée une situation non moins anormale, les intéressés n'étant pas en mesure de contrôler leurs intérêts. Les avocats de Wilno ne parlent pas lithuanien ; les accusés sont donc jugés sans défenseurs à leur grand préjudice, naturellement. D'autre part, les avocats lithuaniens ne peuvent remplacer les avocats polonais, étant donné qu'ils ne connaissent pas le droit polonais.

Le polonais a été aussi supprimé de toutes les inscriptions, affiches, enseignes etc. dans les rues de Wilno. De plus, les noms de famille de toute la population ont été soumis à une "lithuanisation" forcée. Ils doivent obligatoirement se terminer par "is" ou "as" et parfois même on force les gens à changer tout à fait de nom. Ces décisions visent avant tout une transformation superficielle mais aussi rapide que possible du caractère polonais de la ville.

La lutte que les Lithuaniens ont déclaré à la civilisation polonaise n'est pas limitée à la clôture des écoles polonaises et au renvoi des professeurs et élèves polonais. Cette lutte s'étend à tous les domaines, sans en exclure celui de l'art. Les théâtres de Wilno ont été fermés et les sociétés intellectuelles dissoutes.

Les Lithuaniens ont interdit à la population de chanter des chants religieux en polonais dans les églises des territoires occupés par eux. Cette interdiction se rapporte avant tout au chant religieux et patriotique : "Dieu qui a protégé la Pologne...." Par exemple, à Podbrodzie, le curé ayant entonné ce cantique après le service religieux /en Pologne ce chant a toujours été chanté après la messe/, la police lithuanienne l'arrêta au moment où il sortait de l'église. Les assistants défendirent leur pasteur et obligèrent la police à le remettre en liberté sur le champ. Peu après, un détachement militaire lithuanien arriva sur les lieux et, sans prévenir, tira trois salves sur le peuple rassemblé devant l'église, tuant deux personnes et en blessant plusieurs.

Des conflits de tout ordre, entre la population et les autorités, s'élevèrent dès les premiers jours de l'occupation de Wilno par les Lithuaniens. La population lithuanienne, sous l'influence de la propagande du gouvernement et de la presse, croyait fermement que la province de Wilno était habitée par une majorité lithuanienne. La réalité est toute autre. La langue lithuanienne n'est parlée par personne à Wilno. Ce fait causa

une fureur sans bornes.

La police lithuanienne blessa à coups de pied les marchandes des quatre saisons polonaises et juives, de vieilles femmes pour la plupart, parce qu'elles ne comprenaient pas les ordres qu'ils leur donnaient en lithuanien. Ces procédés ayant soulevé une vague d'indignation, on arrêta beaucoup de monde que l'on condamna à plusieurs jours de prison, durant lesquels ces personnes furent traitées avec la plus grande brutalité. La police se livra dès le début, à toute sorte d'excès sur les foules qui sortaient des églises, bousculant et frappant les femmes aussi bien que les hommes, chaque fois qu'ils avaient pu s'assurer que l'on avait chanté le cantique "Dieu qui a protégé la Pologne", ce chant religieux qui est aussi une prière pour la liberté de la patrie.

La presse polonaise est soumise à des vexations sans nombre. Les journaux et les hebdomadaires qui paraissent dans la province de Wilno et en Lithuanie sont surveillés par la censure lithuanienne qui supprime articles et télégrammes, sans aucun motif. Il suffit qu'un article ne soit pas au goût du censeur, pour que cette feuille soit fermée :

Il y avait 7 hebdomadaires et revues polonaises en Lithuanie et dans les territoires occupés par les Lithuaniens. Conformément à un décret qui vient de paraître, le plus grand nombre d'entre eux va être supprimé. On n'autorisera que la publication de trois journaux polonais. En se basant sur la loi lithuanienne sur la presse, on a obligé les journaux polonais à publier des communiqués du gouvernement lithuanien, contraires à l'honneur et aux intérêts de la Pologne. Le refus de publier ces communiqués entraînait immédiatement l'ordre de fermer le journal en question. Il est sévèrement interdit de publier les moindres remarques sur les excès auxquels se livrent, sur la population polonaise de la province de Wilno, les employés et fonctionnaires du gouvernement de Kowno. Il est évident que dans ces conditions, la presse polonaise n'était pas en mesure d'informer les Polonais des territoires occupés, ni de défendre leurs intérêts.

Finalement, le gouvernement lithuanien vient d'arriver à la conclusion que toutes ces mesures étaient encore beaucoup trop libérales. On a fermé les bureaux de l'hebdomadaire "La Chaumière Familiale". Les deux derniers journaux polonais le "Courrier de Wilno" et le "Journal quotidien" sont également menacés.

Conformément aux dernières mesures prises par le gouvernement lithuanien, les Polonais ne peuvent posséder de machines à écrire ni de machines à copier, sans l'autorisation des autorités.

PERSECUTIONS ECONOMIQUES

Les Lithuaniens comprirent, dès qu'ils eurent occupé Wilno, que leur politique d'extermination n'aurait pas de résultats réels, tant que la situation matérielle des Polonais leur permettrait d'entretenir à leurs

f r a i s, des théâtres, des écoles et des institutions culturelles et sociales. Aussi, l'un de leurs premiers pas, fut-il de s'assurer la domination économique de la province occupée. Le but que les Lithuaniens s'étaient fixé était de ruiner les habitants des territoires occupés de façon à pouvoir par la suite, au moyen de crédits accordés aux villes et aux campagnes, à l'industrie, au commerce, aux agriculteurs et aux artisans se rendre maîtres de l'existence économique du pays et, par là, lui dicter son attitude politique et nationale.

Les premières mesures que le gouvernement prit suivant ce plan, fut un décret concernant l'échange obligatoire des zloty en lits. Cet échange fut exécuté dans des conditions assez spéciales. Les zlotys, déposés à la Banque Lithuanienne d'Emission au cours de 1 zł. pour 0,40 lits ne représentaient plus que 40 o/o de la somme déposée par l'intéressé. En décembre, on versa aux propriétaires des comptes 20 o/o des sommes déposées et le reste devait leur être payé à partir de janvier 1940, tous les trois mois, par tranches équivalant à 10 o/o du total. Pour 1000 zlotys déclarés par les commerçants, industriels, artisans et agriculteurs, on ne portait à leur compte que 400 lits, sur lesquels on ne leur versa que 80 lits au mois de décembre. Le 1-er janvier ils purent toucher 32 lits et c'est avec ce total de 112 lits, qu'ils durent se tirer d'affaire jusqu'au 1-er avril 1940. Ajoutons qu'avant la guerre, le lit valait 0,86 zł..

LE COMMERCE

La situation du commerce est très difficile. Tout d'abord, à cause de la disparition des capitaux de roulement. Ensuite, on manque de crédits, l'activité des institutions bancaires polonaises étant paralysée. De plus, les maisons de gros lithuaniennes qui fournissent les marchandises aux magasins de détail de Wilno, n'accordent pas de crédits aux Polonais, réservant ce privilège aux commerçants lithuaniens seulement, permettant aussi à ceux-ci de faire une concurrence déloyale aux Polonais, en leur cédant certains articles à des prix plus bas qu'à ceux-là. On accorde des crédits très considérables aux maisons de commerce lithuaniennes qui s'établissent actuellement à Wilno. Les commerçants polonais se heurtent encore en plus de tout ceci à des difficultés de tout genre dans leurs rapports avec les employés de l'administration. Les demandes rédigées en polonais, ne sont pas prises en considération. Il n'y a pas suffisamment d'interprètes pour traduire ces demandes en lithuanien. Ces difficultés ont pour but d'anéantir le négoce polonais et d'obliger les commerçants à céder la place à des nouveaux venus, originaires de Kowno et d'autres villes lithuaniennes. Parmi les victimes de cette politique, on trouve entre autres la maison Zytikiewicz et Knapik à Wilno et beaucoup d'autres en province. La plupart ont été expropriées sans dédommagement.

L'INDUSTRIE

L'industrie qui, avec le commerce, aurait pu continuer à employer ses ouvriers et même aurait peut-être pu diminuer le chômage en embauchant un personnel nouveau, n'a pas l'appui des autorités. Au contraire, presque tous les établissements industriels ont été liquidés. L'attitude des autorités lithuaniennes, vu les circonstances, est tout à fait incompré-

hensible, car elle s'acharne à lutter économiquement contre des établissements qui pourraient continuer à subsister par leurs propres moyens.

La maison "Jodemka", par exemple de Wilejka, qui avant l'entrée des troupes lithuaniennes avait proposé à un établissement lithuanien analogue de travailler en commun, a été sans motifs avoués et sans causes légales, réquisitionnée. Les propriétaires des fabriques en question ont été écartés des affaires et chassés même de leur appartement privé, bien qu'ils se fussent engagés à maintenir la production de leur établissement, ce qu'ils avaient réellement les moyens de faire. Le seul argument qu'on invoqua contre ces personnes, était qu'elles ne provenaient pas de la province de Wilno.

Les tissages de lin, "Wilenka", eurent le même sort, bien que cet établissement fut particulièrement perfectionné au point de vue technique.

LES ARTISANS

La dévaluation du zloty frappa très douloureusement les artisans polonais. Les ateliers étaient en train de subir une modernisation complète, entreprise assez longtemps avant la guerre et ne disposaient ni de fonds de roulement, ni de réserves. Les petites sommes que les artisans possédaient encore leur furent, on peut dire, volées par les autorités lithuaniennes grâce à l'échange forcé des zlotys en lits. Les Lithuaniens ne se bornent d'ailleurs pas à cette politique d'extermination dans le domaine financier, mais elle s'accompagne d'une énergique campagne de destruction dirigée contre les artisans polonais.

1/ Avant tout, la Chambre des Artisans n'existe plus. On a laissé, pour en tenir lieu, une section de l'artisanat auprès de la Chambre du Commerce et de l'Industrie, privée d'ailleurs de toute liberté d'action.

2/ Toutes les organisations artisanes, associations, confréries, ont été fermées. Il est sévèrement interdit aux artisans de communiquer entre eux sur des questions d'importance vitale pour leur métier et toute tentative de ce genre est sévèrement punie. Même les réunions religieuses sont défendues, alors qu'elles étaient tolérées au temps de la domination russe et il est interdit aux artisans d'assister en corps à des services officiels.

3/ Les ateliers mécanisés sont fermés par les soins des autorités et rachetés ensuite pour un morceau de pain par des Lithuaniens arrivés de Lithuanie.

4/ Toutes les coopératives artisanes ont été reprises par les Lithuaniens sans dédommagement.

5/ Les ateliers polonais qui existent encore, sont systématiquement accablés par la police lithuanienne de procès-verbaux et d'amendes. On leur enlève leurs enseignes polonaises, etc.

6/ Afin de provoquer le paupérisme de la classe artisane, les autorités lithuaniennes ont détruit l'hierarchie des corps de métiers. Tout citoyen lithuanien, ne possédant aucun certificat technique, est autorisé à ouvrir

des ateliers et à les diriger. Quant aux Polonais, d'après la presse lithuanienne, ils ne peuvent être " que les serveurs et les valets des Lithuaniens ".

7/ Les établissements scolaires professionnels ont été liquidés par les autorités lithuaniennes, c'est à dire, soit fermés, comme l'école professionnelle de couture, soit transformés en école lithuanienne, comme l'école professionnelle universelle. L'école professionnelle supérieure, considérée comme illégale, a été fermée elle aussi.

8/ Les Lithuaniens ferment aussi les institutions de crédits de l'artisanat, comme la Banque des Artisans, et leur avoir passe aux institutions similaires lithuaniennes de Kowno.

LES COOPERATIVES

Les coopératives jouaient un rôle considérable dans la vie économique de la province de Wilno, avant la guerre. Cet appareil, après une certaine adaptation des centrales, aux nouvelles conditions au point de vue organisation et économie, pourraient continuer à remplir leur rôle si la politique économique du gouvernement le leur permettait. La province de Wilno possédait 26 coopératives de crédit, disposant d'un capital de 6.285.000 zł.. Les 25 coopératives de consommation travaillant dans la province de Wilno et dépendant de l'Union des Coopératives "Społem", possédaient 48 magasins et en 1938, un chiffre d'affaires atteignit 1.884.000 zł. Les coopératives laitières étaient au nombre de 12, dépendant de la Centrale des coopératives laitières de Wilno. Enfin, il y avait des coopératives agricoles, par exemple la Coopérative des Pisciculteurs et le Bazar des Arts Populaires, dont le chiffre d'affaires pour 1938, se montait à 8.000.000 zł..

Toutes ces coopératives ont été fermées et leur avoir confisqué. Citons, parmi les sociétés expropriées et à titre d'exemple : l'Union des Coopératives Laitières de la rue Zamkowa et de la rue Końska ; la Coopérative "Społem"; les Fabriques de Tissus de Lin de Nowa Wilejka ; la Centrale des Bazars des Arts Populaires ; la fabrique de bacon "Jodemka".

PROPRIETES IMMOBILIERES ET AUTRES CAPITAUX

En plus de l'expropriation des entreprises privées, le gouvernement lithuanien s'empara des immeubles et autres biens appartenant à des Polonais ne résidant pas officiellement à Wilno ou dans les territoires occupés par la Lithuanie. Les banques de l'Etat /par exemple la Banque Agraire/ et les banques privées /par exemple la Banque de l'Union des Sociétés Coopératives/ furent reprises par le gouvernement lithuanien et leur personnel renvoyé sans le moindre dédit. De cette manière, les Polonais perdirent tout contrôle sur les questions économiques et furent illégalement dépossédés de tout leur avoir.

L'AGRICULTURE

L'agriculture en territoire occupé se ressentit très vivement de la disparition du zloty et de la confiscation des coopératives dont elle avait de grandes parts. De plus, on exproprie les propriétaires d'entreprises agricoles d'une superficie supérieure à 150 hectares, sans leur verser un sou de dédommagement. La réforme agraire a été en Lithuanie, avant tout, un instrument de dénationalisation. En effet, les propriétés morcellées servent à établir des colons importés de Lithuanie. On a exproprié jusqu'ici, 62 propriétés foncières, d'une superficie totale de 27.000 hectares. Les lacs et les forêts sont confisqués de la même façon. Il convient d'ajouter que les Lithuaniens exploitent les forêts de manière à ruiner complètement l'économie forestière nationale car on procède actuellement à des coupes qui, suivant des plans rationnels, devraient être faites dans 7 ans.

LA SITUATION DE LA POPULATION POLONAISE

La lutte des autorités lithuaniennes contre tout ce qui est polonais, se déroule sur tous les fronts à la fois. Par l'anéantissement du commerce, des écoles polonaises, par des arrestations en masse etc., les Lithuaniens s'efforcent de ruiner matériellement la classe intellectuelle polonaise. Tous les employés polonais, même ceux des institutions autonomes, comme les municipalités par exemple, ont été renvoyés. Cela fait environ 10.000 personnes qui se sont brusquement trouvées sans travail et sans pain. Leur sort est extrêmement pénible. Tandis que les réfugiés venus des autres parties de la Pologne, profitent des secours aux victimes de la guerre, envoyés par des comités anglais, américains et autres et se trouvent dans des conditions assez supportables, les habitants de Wilno, n'ayant pas droit à des fonds de ce genre, sont dans une position réellement tragique. On a refusé aux retraités de leur verser leurs pensions, contrairement à la Convention de La Haye, que la Lithuanie s'est engagée à respecter. Les employés de l'Etat, de toutes catégories, ont été renvoyés, du jour au lendemain, sans aucun dédit. Le gouvernement lithuanien a également renvoyé toutes les personnes qu'il avait engagées, sans préavis et sans dédommagement, entre autres tous les employés des Assurances Sociales de Wilno, ceux de l'Administration des Forêts de l'Etat et ceux des Régies.

Le nombre de Polonais de Wilno qui se trouvent sans situation, était en février 1940, de 82.239, ce qui fait un total de 27.810 familles. Ajoutons, que Wilno est une ville de 208.000 habitants. Voici, d'après une statistique lithuanienne officielle, le nombre des chefs de famille qui sont actuellement sans ressources : 6726 congédiés; 1545 emprisonnés ou internés ; 5294 privés de leurs retraites; 11.647 privés de travail pour d'autres raisons. Ces derniers se composent surtout de gens ne parlant pas le lithuanien, dont la connaissance et l'emploi est devenu obligatoire aussi bien pour les employés du gouvernement que pour les professions libérales, les artisans et les ouvriers.

LA VERITE SUR LA QUESTION DE WILNO

Le territoire occupé par la Lithuanie, comprend une superficie d'environ 7.000 km. carrés, habitée par 500.000 habitants dont

371.500	.....	Polonais	soit	74,3	o/o
72.000	.....	Juifs	soit	14,4	o/o
30.000	.....	Lithuaniens	soit	6,0	o/o
15.000	.....	Russes	soit	3,0	o/o
10.500	.....	Ruthènes Blancs	soit	2,1	o/o
		Divers		0,2	o/o

Les territoires que la Lithuanie revendiquait ne comprenaient donc que 2,5 o/o de Lithuaniens. Comme on le voit, les Polonais constituent la majorité écrasante dans les territoires occupés de la province de Wilno. Il convient de faire remarquer que la Lithuanie elle-même est habitée par un fort groupement national polonais, constituant les 10 o/o de la population totale du pays.

Maintenant que les Lithuaniens peuvent constater par eux-mêmes le caractère purement polonais de la ville de Wilno et de la région environnante, le gouvernement lithuanien s'efforce par tous les moyens de camoufler ses mensonges. Aussi, ne reconnaît-on pas, aujourd'hui, pour citoyens du pays occupé, tous ceux qui ne peuvent prouver qu'ils l'habitaient avant 1914, ou qu'ils y sont nés avant 1920. La perfidie de cette mesure est évidente, car les archives de Wilno ayant été en partie détruites pendant les hostilités ou évacuées, il est impossible aux habitants de se procurer les pièces justificatives exigées. Les autorités refusent donc de reconnaître les droits de citoyens de la plupart des habitants de Wilno et des environs et veulent voir en eux des réfugiés venant des autres provinces polonaises, que l'on prive de travail et que l'on veut expulser du pays.

L'histoire de ce pays et la supériorité numérique écrasante des habitants polonais prouvent suffisamment que la Lithuanie s'efforce de s'approprier des territoires ethnographiquement polonais, qui ne sont et ne furent jamais lithuaniens.

Le joug que la Lithuanie fait peser sur les territoires occupés est très pénible car il est imposé par un peuple qui ne fut pas toujours hostile et qui, au contraire, pendant de longues années fut un peuple fraternel dont l'histoire ne fait qu'un avec celle de la Pologne. Aujourd'hui, excité par les Allemands qui craignent extrêmement une entente polono-lithuanienne, ce peuple travaille, en persécutant les Polonais, pour "le roide Prusse". Les Polonais espèrent tout de même et malgré tout que la Lithuanie comprendra que son propre intérêt réside dans une entente avec la Pologne ce qui ouvrirait la voie à une collaboration étroite des deux pays.

2-12 bis

Année 1940



REPUBLIQUE DE POLOGNE

CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION.
=====

LES ALLEMANDS VEULENT ENTERMINER
LA POPULATION POLONAISE EN POLOGNE OCCIDENTALE.

LE CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION
DU GOUVERNEMENT POLONAIS
AVEC SES COMPLIMENTS EMPRESSES

rées au Reich allemand.

Il s'agit des régions qui avaient été, à une certaine époque, arrachées de force par la Prusse et qui, plus tard, en 1918-1920, avaient fait retour à l'Etat Polonais /Posnanie, Poméranie, la partie polonaise de la Haute-Silésie/, plus de vastes provinces de la Pologne du Centre et du Sud qui, avant la Grande Guerre, avaient fait partie de la Russie ou de l'Autriche-Hongrie. Au total, en comptant la ville de Łódź, la plus grande ville polonaise après Varsovie, il a été incorporé, de cette façon, au Reich de 85 à

4°P 1226-Res

2-12 bis

Année 1940



REPUBLIQUE DE POLOGNE

CENTRE D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION.
=====

LES ALLEMANDS VEULENT ENTERMINER
LA POPULATION POLONAISE EN POLOGNE OCCIDENTALE.

Dès l'occupation des territoires polonais, les autorités allemandes ont employé vis à vis de la population, des méthodes de terreur et d'extermination inconnues dans les guerres modernes. Cette terreur a atteint son maximum d'intensité dans les provinces occidentales de la Pologne qui, le 1^{er} Novembre 1939, ont été -par décret du 8 Octobre 1939, publié dans le Journal Officiel /"Reichsgesetzblatt"/- contrairement à tout principe du droit international, incorporées au Reich allemand.

Il s'agit des régions qui avaient été, à une certaine époque, arrachées de force par la Prusse et qui, plus tard, en 1918-1920, avaient fait retour à l'Etat Polonais /Posnanie, Poméranie, la partie polonaise de la Haute-Silésie/, plus de vastes provinces de la Pologne du Centre et du Sud qui, avant la Grande Guerre, avaient fait partie de la Russie ou de l'Autriche-Hongrie. Au total, en comptant la ville de Łódź, la plus grande ville polonaise après Varsovie, il a été incorporé, de cette façon, au Reich de 85 à

4^{op} 1226-Res

90.000 km² avec une population de 8 à 9 millions. Jusqu'ici on n'a pas procédé à la délimitation de frontières précises entre les territoires "incorporés" et le territoire "occupé", soumis à l'autorité du gouverneur-général Frank, résidant à Cracovie.

La Posnanie, la Poméranie et la Silésie sont parmi les territoires "incorporés", les plus évoluées au point de vue culturel et les plus développées, économiquement, de toutes les régions de la Pologne. Du point de vue historique, elles sont le berceau du peuple et de l'Etat polonais; elles sont aussi ethniquement, les plus purement polonaises. Les Polonais forment, en Poméranie, 91 % de la population totale, 92 % en Posnanie et 93 % en Silésie. A Poznan, capitale de ces territoires, le nombre des Polonais était de 97 % et le pourcentage était à peu près le même dans toutes les grandes villes /à Gdynia il atteignait même 99 %, à Toruń 96 %, à Bydgoszcz 92 %, etc./.

Toutes les statistiques officielles et officieuses allemandes, avant et après la guerre de 1914, constataient l'existence d'une majorité polonaise écrasante.

La population polonaise de Posnanie, Poméranie et Silésie a, au plus haut point, le sentiment de ses devoirs civiques; elle était admirablement organisée au point de vue économique et était parfaitement renseignée sur les dangers qui menaçaient la Pologne de la part de l'Allemagne. C'est à cette population que le sort a dévolu la garde des deux éléments essentiels de l'indépendance politique et économique de l'Etat polonais: son accès à la mer et aux richesses

minérales de la Silésie.

C'est précisément cette population polonaise que les Allemands se proposent d'anéantir par un régime de violences le plus cruel qui ait jamais été appliqué en Europe.

Ci-joint un court rapport sur les méthodes et les manifestations de cette terreur.

I.

MASSACRES ET EXECUTIONS

Immédiatement après leur entrée en Pologne, les autorités allemandes entreprirent des exécutions en masse parmi la population polonaise. On entreprit de détruire tous les leaders polonais en Poméranie, Posnanie et Silésie; non seulement les leaders politiques, mais aussi tous les membres du clergé et les personnes les plus marquantes des milieux intellectuels et économiques.

Déjà les troupes allemandes avaient fusillé, dès leur entrée dans le pays, sans aucune raison, un certain nombre de prêtres, d'avocats, de médecins, de commerçants polonais. En Silésie on massacra littéralement les membres de l'Association des Insurgés Silésiens qui, en 1919-1921, avaient combattu pour libérer la Silésie du joug allemand. A Bydgoszcz, l'armée allemande mit à mort plusieurs milliers d'habitants polonais. Des carnages de ce genre, bien que plus réduits en nombre, eurent lieu dans presque toutes les villes de Posnanie, de Poméranie et de Silésie.

Puis vint une longue série d'exécutions en masse, dont les membres des S.S. et les agents de la Gestapo furent

les auteurs. Ces exécutions continuent sur tout le territoire de la Pologne occidentale et ont un caractère d'extermination particulièrement bestial, visant toute la population.

Elles ont généralement lieu publiquement, sur la place principale des villes et bourgades, surtout les jours de marché. Nous pouvons citer comme exemple l'exécution de cinq Polonais qui eut lieu sur la place du marché d'une petite ville de province, Szanotulý, un jour de marché, vers le 20 Octobre 1939. A un moment donné, les membres des S.S. fermèrent les rues qui donnaient sur la place du marché; on amena cinq jeunes gens au pied d'un mur. Avant de mourir, ils eurent le temps de crier : "Vive la Pologne!", après quoi ils furent tués à coups de revolver par les S.S. Le commandant des S.S. s'approcha alors des victimes et leur logea encore à chacune une balle de revolver dans la tête.

Des scènes déchirantes eurent lieu sur la place. Beaucoup de gens se mirent à crier, des femmes s'évanouirent.

Après l'exécution, on amena plusieurs représentants des milieux intellectuels, entre autres un prêtre, un médecin, un avocat, et on leur ordonna de charger sur une charrette les corps de leurs compatriotes et de les mener au cimetière où ils furent contraints de creuser eux-mêmes les tombes -en dehors du cimetière- et d'enterrer les cadavres.

On apprit que les victimes provenaient du village voisin, Otorowo, où le drapeau hitlérien avait été enlevé de la maison communale, par quelqu'un que l'on n'avait pu découvrir. Il est plus que probable que les Allemands avaient fait cela eux-mêmes comme provocation. A la suite de quoi



les autorités allemandes arrêtaient 10 otages appartenant à la population locale. Cinq d'entre eux furent fusillés sur place; cinq autres furent transportés à Szamotuły pour être fusillés publiquement.

Dans beaucoup d'autres villes, on n'essaya même pas de chercher des prétextes. On fusilla sans en donner le motif, même des femmes et des mineurs.

A Kościan, on fusilla publiquement sur la place du Marché, le curé de l'endroit, un propriétaire foncier des environs et 48 autres représentants de la population polonaise. Par la suite 75 autres Polonais furent fusillés dans la même localité.

A Gniezno, on fusilla l'abbé Zabłocki connu et respecté de tout le monde et 14 ouvriers polonais avec lui.

A Bydgoszcz, 136 collégiens polonais dont certains étaient âgés de 12 et 13 ans seulement ont été fusillés. Les collégiens, comme l'ont affirmé les témoins oculaires allemands eux-mêmes se sont comportés de façon absolument héroïque. En face de la mort, ils entonnèrent l'hymne national polonais "Boże coś Polskę".

Au total, jusqu'à la fin de Décembre 1939, les Allemands avaient fusillé et massacré à Bydgoszcz, environ 6000 Polonais et Polonaises. Certaines rues et places de Bydgoszcz, certains jours, ruisselaient littéralement de sang.

A Leszno, les Allemands ont fusillé au total 250 Polonais et à Śrem 118.

A Wolsztyn, la nuit, à la lumière de projecteurs, on exécuta publiquement un groupe de Polonais. Les S.S. ré-

veillèrent la population locale et l'obligèrent à venir sur la grande place pour assister à l'exécution.

A Kórnik, on condamna à mort 16 personnes, entre autres le maire de l'endroit M. Wolniewicz, âgé de 70 ans et incapable de marcher. Après avoir fusillé les autres victimes on jeta Wolniewicz sur le tombereau rempli de cadavres et on le tua d'un coup de revolver.

De semblables exécutions publiques eurent lieu également à Mosina, Trzemeszno (30 personnes), Mogilno (30 personnes), Antoninek (20 personnes), Leszno, Rawicz, Grodzisk, Nowy Tomyśl, Międzychód, Znin, Września, Chełmno, Chojnice, Kalisz, Włocławek et autres villes.

On a enregistré de même des exécutions massives de paysans polonais dans les agglomérations rurales. Dans un des villages du district de Szamotuły, 15 personnes ont été fusillées pour la seule raison que quelqu'un, que les Allemands n'avaient pas réussi à identifier, avait arboré le drapeau polonais. On peut voir en Posnanie et en Poméranie des villages entiers dont toute la population a été massacrée.

-000-

Dans les villes citées plus haut, la veille de l'exécution, les condamnés avaient été enfermés dans d'étroites cellules ou de petites chapelles, où ils étaient forcés de demeurer debout et n'avaient pas eu la permission de dire adieu à leurs familles, ni de recevoir les secours de leur religion. Dans certaines localités, on obligeait tous les habitants à assister aux exécutions; dans d'autres, on n'y forçait que les hommes de 17 à 40 ans. En règle générale,

on obligeait, après les exécutions, les intellectuels polonais à creuser les tombes et à enterrer les victimes.

Parfois, par dérision, on ordonnait d'enterrer les chrétiens dans les cimetières juifs ou à emporter les morts par les portes destinées au service de la voirie.

Voici les noms des leaders de la population polonaise des provinces occidentales, qui ont été fusillés : Edouard Potworowski, de Gola, chambellan du Pape, chef de l'Action Catholique; Stanislas Karłowski, de Szelejewo, ancien sénateur; Mieczyslas Chłapowski, de Kopaszewo, directeur des Sociétés Agricoles; Jean Szoldrski, de Gołębin; Roman Komierowski, de Komierowo, chambellan du Pape; Jean Zołtowski, de Czacz, ancien membre du Comité National Polonais au moment de la guerre de 1914, connu pour son activité sociale; Stanislas Zołtowski de Kadzew; François Zołtowski, de Godurów; le comte Mielzyński; Henri Grocholski; Kołojelski; Dziembowski; Benning; Madaliński, de Dębica; Speichert; la comtesse Kwilecka; Doerfer, de Brzostownia; Święcicki, de Trąbinek; Ponikiewski; Pacyński, directeur de la Fondation Kórnik; Mieczyslaw Hejnowicz, de Gostyn, Président régional du Parti National.

M. Barciszewski, maire de Bydgoszcz, la plus grande ville de la Pologne de l'Ouest, après Poznan, fut également fusillé; il bénéficia d'une parodie de jugement. Précédemment avait été fusillé M. Conrad Fiedler, une des personnalités les plus en vue de Bydgoszcz, président du Parti National, conseiller municipal, président du Syndicat des Journalistes Poméraniens.

On organisa un massacre général des leaders polo-

nais de Gdynia. Les Allemands prirent dans cette ville 350 otages, choisis dans tous les milieux, mais principalement dans les milieux intellectuels et économiques. On les emmena d'abord à Gdańsk /Dantzig/, puis à Wejherowo, la ville de district la plus voisine. Là, dans la cour de la prison, on fusilla les otages, soit individuellement, soit par groupes. Avant de mourir, chacun d'entre eux fut obligé de creuser lui-même sa tombe. Ceux qui devaient mourir tout de suite après, ou quelques jours plus tard, étaient obligés d'être témoins de ces fusillades.

Les exécutions ont eu lieu sans aucun jugement, sans même fournir une ombre de motif. On tua ainsi, entre bien d'autres, le directeur du port de Gdynia, l'ingénieur Łęgowski; l'adjoint du maire de la ville de Gdynia, M. Szaniawski; le conseiller de la Préfecture de Police Jagodziński; le Président du Tribunal, Czarliński; le vice-président du Tribunal, Kryczyński; les juges : Schwarz, Konwiński, Kiedrowski; le procureur Kozłowski; le directeur de la Banque de Pologne, Woda; le directeur de la Caisse Communale d'Épargne, Linke; le directeur de la Banque Agraire, Borysławski; M. Józewicz, avocat; l'abbé Turczyński et son frère; le professeur Pinecki, de Gdańsk; le directeur du département commercial des Services Maritimes, Stanislas Borkowski; M. Skipin et Hoppe.

Nombreux furent ceux qui avant de mourir, priaient et criaient "Vive la Pologne!"

On exécuta en tout, plus de 300 otages, n'en laissant en vie que quelques uns dont le sort présent est inconnu.

A Obłuże, localité située près de Gdynia, un inconnu

brisa la nuit, un carreau du poste de police. Les autorités allemandes arrêterent à ce sujet une cinquantaine de collégiens polonais, exigeant qu'ils leur livrassent le coupable. N'ayant rien pu en apprendre, on obligea les parents de ces enfants à les fouetter sur la place de l'église. Sur un refus net des parents, les S.S. se mirent à les frapper brutalement à coups de bâton.

Ensuite, on fusilla 10 de ces collégiens et leurs corps que l'on défendit d'enterrer, demeurèrent sur la place devant l'église pendant 24 heures.

~~A Inowrocław, un groupe d'officiers allemands se~~
rendit après d'abondantes libations à la prison où étaient internés, en qualité d'otages, 70 Polonais et les tua à coups de revolver. Parmi les gens assassinés de la sorte se trouvaient le maire de la ville d'Inowrocław, M. Jankowski, son remplaçant H. Jungst, un propriétaire foncier des environs, le Comte Poniński, etc..

-000-

~~Ces exécutions continuent~~ en Pologne occidentale et il est à noter que l'on fusille de plus en plus de femmes. Dans les cas d'ailleurs rares où l'on formule une accusation contre les condamnés, celle-ci est comprise dans une formule générale, leur reprochant d'être "de sentiments anti-allemands" /deutschfeindlich gesinnt/. Ou bien on accuse tel citoyen polonais d'avoir commis vis à vis de l'Allemagne un crime de haute trahison parce que de 1918 à 1939 il a travaillé pour la Pologne. C'est une conception "juridique" qui dépasse par sa monstruosité tout ce que les Allemands ont

pu forger dans ce domaine.

En dehors de cela, on a créé en Pologne occidentale des tribunaux dits spéciaux, destinés à juger les Polonais coupables d'avoir, soi disant opprimé les minorités allemandes. Le but que poursuivent ces tribunaux est l'extermination de tous les chefs polonais. Les verdicts de mort sont prononcés en masse par ces tribunaux et sont sans recours. /Le "tribunal" de Bydgoszcz a ainsi prononcé tout dernièrement, 80 condamnations à mort/.

Afin de créer un prétexte à ces carnages, des personnalités officielles et la presse allemande rappellent les prétendus crimes commis par les Polonais au début de la guerre contre les minorités allemandes, en Posnanie, Poméranie et en Silésie. Ce ne sont là, naturellement, que mensonges et calomnies.

Ce qui est un fait, c'est qu'une partie des Allemands de nationalité polonaise surexcités depuis assez longtemps par la propagande nazie, venue du Reich, et armés par celle-ci /comme cela fut le cas en Autriche et en Tchécoslovaquie/, attaqua au commencement de la guerre les soldats polonais, la police et les civils. Ces révoltes furent étouffées dans plusieurs villes /par exemple à Bydgoszcz, Toruń/ et il y eut des victimes des deux côtés.

Voilà comment se présentent en réalité, les prétendues "violences" polonaises.

-oOo-

En dehors de ces exécutions en masse, les Allemands ont commis encore bien d'autres actes de terreur depuis leur entrée en Pologne.

Le 8 Septembre, les agents de la Gestapo et les S.S. ont arrêté et torturé de la manière la plus bestiale, dans les locaux de la Gestapo, le leader bien connu de la population polonaise de Karwina, en Silésie de Cieszyn, le docteur Olszak, âgé de 65 ans et sa femme, âgée de 60 ans. A la suite de ces tortures, le docteur Olszak eut les côtes brisées et de plus on constata une fracture du crâne qui entraîna une hémorragie du cerveau. Le docteur Olszak mourut au bout de trois jours. Sa femme, malgré qu'elle fut malade et blessée, fut envoyée dans les Sudètes et condamnée aux travaux forcés agricoles. Elle y mourut peu après. On pilla la villa du docteur Olszak. Les S.S. y organisèrent un festin et violèrent à tour de rôle la domestique. Toute la fortune du docteur a été confisquée.

A Toruń, on obligea les civils à réparer le pont sur la Vistule et parmi eux, un prêtre fort âgé et universellement respecté; -/on contraignit à ces travaux également M. Hozakowski, consul honoraire de France/-; lorsque le vieux prêtre, épuisé par les efforts, tomba dans le fleuve, les ouvriers essayèrent de le secourir. Mais les S.S. fusillèrent le prêtre qui se débattait dans l'eau.

Des incidents de ce genre furent très nombreux en Pologne. Il faut y ajouter encore les événements qui eurent lieu à Gdańsk /Dantzig/ après l'invasion de la Pologne par les Allemands.

On arrêta les membres du Commissariat Général de la République Polonaise; ils furent frappés et maltraités en prison de la façon la plus odieuse. On mit également en prison le député polonais au "Volkstag" de Gdańsk, M.

Lendzion. Il fut d'abord frappé avec une cruauté inouïe, puis on lui coupa la langue. Les employés de la poste polonaise à Gdańsk, dont 5 femmes, et les cheminots polonais furent tous assassinés.

Au total, on peut évaluer à 18.000 le nombre des leaders polonais, provenant de toutes les classes sociales, qui ont été mis à mort par les Allemands. Sur ces 18.000, on en compte 5.000 pour la Posnanie, 7 à 8.000 pour la Poméranie et environ 5.000 pour ~~la Silésie et les environs de~~ ~~Częstochowa.~~ Ces chiffres ne se rapportent naturellement pas à la population civile tuée et fusillée par les aviateurs allemands, avant l'occupation du pays par les troupes allemandes.

- II -

CAMPS DE CONCENTRATION, PRISONS, OTAGES
ET TRAVAIL FORCES.

En dehors des exécutions, une autre forme du terrorisme exercé par les Allemands sur la population polonaise, sont les camps de concentration. On envoie là des Polonais appartenant à tous les milieux.

En Posnanie, on a organisé un camp de ce genre, estimé à 2.000 personnes, à Dobrzyca, propriété de M. Czarniecki, laquelle lui fut préalablement confisquée. On a enfermé dans ce "camp" l'ancien voïevode de Posnanie Adolf Bniński, ancien candidat à la Présidence de la République et président de l'Action Catholique; le prince Olgierd Czar-

toryski et sa femme, la Princesse Czartoryska, de Gołuchów, et beaucoup d'autres personnes. De nombreux prisonniers sont enfermés dans la même pièce, il y dorment par terre sur un peu de paille. Un autre camp de ce genre a été organisé à Cerekwica. Parmi les Polonais de marque, enfermés à Dobrzyca, on trouve aussi M. Przyłuski avec sa femme.

L'ancien Ambassadeur de Pologne à Paris, M. Alfred Chłapowski et sa femme sont aussi dans un camp. Parmi les femmes patriotes polonaises emprisonnées de la sorte, beaucoup ont été enfermées avec des prostituées et la lie de la population.

Dans beaucoup de villes, on a installé des camps de concentration pouvant contenir un nombre plus considérable de prisonniers. A Gdynia, il y a 3.000 Polonais et Polonaises dans des camps de ce genre, provenant de tous les milieux; à Toruń il y en a 5.000 et dans la ville et la région de Poznan, environ 25.000.

Les locaux employés sont généralement des forts et des casernes où les prisonniers se trouvent dans les plus horribles conditions. Humidité, faim, saleté et manque de place. Dans certains camps, il y a des heures fixées d'avance pour se rendre aux lavabos. En dehors de ces heures, les prisonniers n'ont pas le droit de s'éloigner du camp, ce qui rend la situation hygiénique encore plus affreuse.

La population polonaise expulsée de la ville de Poznan est groupée en deux grands camps de concentration : l'un se trouve à Głowna, banlieue de Poznan, et l'autre dans la localité de Biedrusko. Ces camps constitués par des baraquements en bois, sont entourés de fils barbelés et sont

éclairés toute la nuit par des projecteurs. Les internés y vivent dans des conditions atroces. Ils couchent par terre, sur une très mince couche de paille et reçoivent des rations de famine.

Beaucoup de personnes ont été emmenées dans des camps en Allemagne, d'autres placées dans des prisons ordinaires.

Une des méthodes les plus barbares dont se servent les Allemands est l'arrestation d'otages, pris dans toutes les localités, même dans des villages. Ce sont toujours les personnes les plus connues et jouissant de la considération générale. Les otages sont souvent choisis parmi les prêtres.

Un grand nombre de professeurs de l'Université de Poznań ont été pris comme otages, tandis que d'autres professeurs ont été tout simplement arrêtés. Nous en parlons plus en détail à un autre paragraphe.

Les otages sont continuellement exposés à être mis à mort, sous le moindre prétexte, comme par exemple, lorsque quelqu'un arracha le drapeau hitlérien à Otorowo. Il arrive fréquemment que les Allemands fournissent eux-mêmes des prétextes par provocation.

On a emprisonné entre autres, M. Stefan Kalamajski président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie à Poznań, consul honoraire du Danemark. Il a été condamné à 5 ans de prison et à la confiscation de tous ses biens, sous le prétexte que le cinéma "Słońce" à Poznań qui lui appartenait, avait donné le film américain "Les aveux d'un espion nazi".

Depuis quelque temps, il arrive fréquemment que l'on arrête les gens chez eux et qu'on les emmène dans une direction inconnue. La nuit, des camions arrivent devant les maisons en question, on force les gens à s'habiller en ne leur permettant d'emporter que les objets les plus indispensables, leur reprenant parfois même, tout l'argent qu'ils ont. Après quoi on les enferme dans des baraques où ils séjournent dans les conditions les plus primitives, puis on les fait partir pour une destination inconnue. Dans bien des cas, on sépare les enfants de leurs parents, les maris de leurs femmes.

A Poznań, Bydgoszcz et autres villes, la police ferme l'accès de telle ou telle rue, procède à une rafle de tous les jeunes gens, filles et garçons, et les emmène vers une destination inconnue.

Ce qui est pratiqué le plus fréquemment, c'est l'enlèvement des Polonais pour les envoyer aux travaux agricoles forcés, à l'intérieur du Reich. Dans ce but on organise des rafles dans les rues et on arrête tous ceux qui ne peuvent présenter de cartes de travail. Il est arrivé que des camions s'arrêtent devant les queues qui attendaient devant les magasins d'alimentation -il y avait là des femmes surtout- on faisait monter de force, principalement ces dernières, dans le camion et on les emmenait pour travailler dans les champs.

-000-

Les révisions très nombreuses, sont exécutées par les autorités civiles /Gestapo/ ou militaires. De nombreux objets disparaissent généralement pendant ces révisions,

bijoux, montres, etc., surtout quand c'est la Gestapo qui opère. On a cité le cas d'un soldat, à Poznań, qui était tellement chargé de butin après une de ces visites domiciliaires, qu'il partit en oubliant son fusil.

Lorsque ces révisions ont pour but de faire des réquisitions, elles comprennent systématiquement tous les quartiers, et tous les appartements, les uns après les autres. On emporte de cette façon des couvertures, du linge de maison et dernièrement jusqu'à des uniformes de collégiens.

La situation lamentable des professeurs de l'Université de Poznan.

Les affreuses persécutions exercées par les autorités allemandes n'ont pas épargné les professeurs de l'Université de Poznan. Ceux qui restèrent dans la capitale de la Pologne occidentale ou y retournèrent ensuite, ont été ou pris comme otages ou emprisonnés.

Entre autres furent pris comme otages :

1/ le professeur Bohdan Winiarski, éminent spécialiste du droit international connu également à l'étranger où il prenait part aux délibérations de l'Union Interparlementaire et à celles de divers congrès internationaux;

2/ le professeur Edouard Taylor, économiste renommé; il ressort de nouvelles récemment parvenues, non encore confirmées, que le professeur Taylor serait mort dans un camp de concentration;

3/ M. Jean Bossowski, professeur du droit pénal, doyen de la Faculté de Droit et d'Economie.

- 4/ le professeur Sigismond Wojciechowski, historien;
- 5/ le professeur Witkowski;
- 6/ le professeur Hoczarski;
- 7/ le professeur Niklewski.

Ont été arrêtés :

- 1/ le professeur Bronislas Dembinski, éminent historien, ^{honoris causa} docteur/ de l'Université d'Oxford, un des membres des plus en vue de l'Union Interparlementaire, président du Congrès International des Historiens réuni à Varsovie, un des fondateurs de la Société Polono-Anglaise à Poznan, vieillard de 76 ans; le professeur Dembinski a été envoyé par les Allemands au camp de concentration à Głowna près de Poznan;
- 2/ le professeur Jean Sajdak, éminent historien, spécialiste de l'histoire de l'Eglise Catholique, a été envoyé dans le même camp de concentration où, ~~il après les dernières nouvelles, il serait mort.~~
- 3/ M. Romuald Paczkowski, professeur de droit, contre lequel les tortionnaires allemands s'acharnent avec une bestialité toute particulière;
- 4/ le professeur Casimir Tymieniecki, éminent historien et historiosophe;
- 5/ le professeur Joseph Kostrzewski, archéologue et historien renommé dans le monde entier à qui l'on doit la découverte d'une bourgade préhistorique slave de Biskupin, en Posnanie.

On est sans nouvelles des autres professeurs qui ont été, sans doute, également arrêtés. L'éminent historien, le professeur Chodyncki, doyen de la faculté des Lettres de l'Université de Poznan, est aussi détenu à Varsovie dans la prison de Pawiak.

EXPULSIONS DE LA POPULATION.

Le désir de se débarrasser de tout l'élément polonais en Posnanie, Poméranie et Silésie, trouve son expression la plus barbare dans l'expulsion des habitants de ces territoires, suivie de la confiscation complète de leurs fortunes.

Pour commencer, on a expulsé le 12 Octobre 1939, toute la population polonaise de Orłowo, station balnéaire polonaise, située sur la mer Baltique, tout à côté de Gdynia.

Ce jour-là, à six heures du matin, on annonça par voie d'affiches que toute la population polonaise d'Orłowo avait à quitter son domicile, avec permission d'emporter autant d'effets que chaque habitant pourrait en porter. Les appartements, avec leur installation complète, devaient rester ouverts, les clés sur la porte.

La plus grande partie de la population /75 % au moins/ n'eut même pas le temps de lire les affiches et fut jetée à la rue, au dernier moment, sous la menace des fusils, sans littéralement pouvoir rien emporter.

C'est ainsi aussi que l'on évacua la ville de Gdynia, qui compte 130.000 habitants, tous Polonais; la ville et le port ont été élevés, grâce à un immense effort de toute la nation polonaise, après la guerre de 1914, sur l'emplacement d'un petit village de pêcheurs.

Toute la population de Gdynia dût, elle aussi, abandonner maisons et domiciles avec toutes leurs installations. On ne lui permit d'emporter que de tout petits pa-

quets et on l'installa pour commencer dans des baraquements où les conditions étaient telles que beaucoup de personnes, surtout des femmes et des enfants, y moururent de faim et de maladies.

On empila ensuite ces malheureux dans des wagons à bestiaux et on les envoya en Pologne Centrale, dans la direction de Kielce, Siedlce, Lublin et Radom.

La population expulsée de Gdynia et d'Orłowo, évaluée à environ 135.000 personnes, se trouve actuellement dans ces villes du Centre, dans de terribles conditions, mourant véritablement de faim.

Les maisons et les appartements volés aux Polonais, furent ensuite offerts par les autorités allemandes, aux Allemands baltes. On a pu lire par la suite, dans les journaux allemands, la description cynique des nouveaux habitants dont l'un, par exemple, se vante d'avoir reçu gratis un appartement luxueusement installé par son prédécesseur polonais, où un autre raconte qu'il est devenu propriétaire d'un cabinet médical parfaitement monté, etc.

Depuis un certain temps, on chasse les Polonais de Poznań, vidant une rue après l'autre. Poznań- 270.000 habitants- est pourtant la capitale de la Pologne occidentale un grand centre de la culture, de la politique et du commerce polonais.

La manière de procéder est la suivante : entre une et quatre heures du matin, la police ou les S.S. ferment une rue et font ensuite le tour de tous les appartements, enjoignant aux habitants de quitter leur domicile dans les trois heures, abandonnant tout ce qu'ils possèdent;

ils n'ont le droit d'emporter qu'un petit paquet ou valise et de 25 à 100 marks.

Les habitants sont ainsi surpris durant leur sommeil; personne ne sait jamais d'avance quand viendra le tour de telle ou de telle rue.

On expulse non seulement les habitants de rues entières, comme il a été dit ci-dessus, mais aussi des groupes entiers de personnes appartenant à la même profession. Ainsi, une nuit, furent expulsés tous les juges et les procureurs, une autre nuit tous les médecins, ensuite le tour est venu des cheminots, postiers, ouvriers.

En décembre dernier fut expulsée la population ouvrière du faubourg de Poznan, Berdychowo. Ces malheureux furent conduits, avec leurs "baluchons", à une distance de plusieurs kilomètres dans la banlieue, à Głowna.

Dans la seconde moitié de Novembre et pendant tout le mois de décembre, chaque nuit, 27 grands autobus, dont chacun contenait au moins 50 personnes, emmenaient les habitants de Poznan dans des camps de concentration.

On estime qu'au total, jusqu'à la fin de 1939, les Allemands ont expulsé de Poznan environ 20.000 familles polonaises, c'est-à-dire plus de 100.000 personnes. La plupart de ces familles étaient fixées dans la ville ou la région de Poznan depuis plusieurs siècles.

C'est par les mêmes procédés que les Polonais sont expulsés de Gniezno, la plus ancienne capitale de la Pologne, ville de 30.000 habitants. Ces derniers sont forcés de quitter leurs logis, après quoi les agents de la Gestapo font main basse sur tout ce qui représente quelque valeur



(argent, bijoux, fourrures, tableaux). Les appartements ainsi vidés sont occupés par les Allemands nouveaux-venus du bassin de la Sarre, de la Rhénanie et du Hanovre.

De Bydgoszcz, où, comme il a été dit, 6000 Polonais ont été fusillés, le reste de la population polonaise masculine a été expulsé; cela fait qu'il n'y reste plus qu'il n'y reste plus qu'un groupe peu nombreux de Polonaises et qu'on n'y trouve, pour ainsi dire, plus de Polonais.

Dernièrement les Allemands ont entrepris l'expulsion massive de la population polonaise habitant les campagnes.

Tous ces Polonais et Polonaises, chassés des villes ou villages, sont toujours envoyés, d'abord dans des camps de concentration; ensuite les vieillards et les enfants sont envoyés, dans des wagons à bestiaux plombés, en Pologne Centrale, à proximité de Kielce, Radom, Siedlce où, après un voyage de plusieurs jours, ils sont laissés sans abri, sans nourriture et sans que la moindre assistance leur soit donnée. Aussi la misère est-elle effroyable parmi ces malheureux qui meurent par milliers.

Pour ce qui est des hommes et femmes, tous sont envoyés au fond de l'Allemagne pour être employés aux plus durs travaux.

C'est là une forme typique de l'esclavage moderne.

-oOo-

D'après les déclarations du "Gauleiter" de la Prusse Occidentale Forster, qui a déclaré que toute trace de ce qui est polonais doit disparaître dans le plus bref délai de ces territoires, les expulsions dont il est ques-

tion plus haut, doivent embrasser tout l'ouest de la Pologne.

Depuis quelque temps les autorités allemandes expulsent les Polonais, non seulement des régions de Posnanie, Poméranie et Silésie, mais aussi des territoires de la Pologne qui, avant 1914, n'avaient pas appartenu à l'Allemagne et, maintenant seulement, ont été "incorporés" au Reich.

Ainsi les Polonais sont expulsés, entre autres, de la ville de Kalisz, détruite, de façon barbare par les troupes allemandes en 1914. Ses habitants sont, à nouveau, victimes des plus odieuses persécutions.

Dans la ville de Włocławek qui compte 70.000 habitants, la banlieue de Grzywno habitée par une population ouvrière pauvre a été incendiée sur ordre des autorités allemandes. Celles-ci ont voulu ainsi obliger la population à quitter la ville et ceux qui refusaient d'obtempérer à cet ordre étaient tués sur place.

-oOo-

Dernièrement on a fait partir tous les aliénés pensionnaires des Etablissements de Owinska, Driekanka, Kościan, Kocborowo, Swiecie. Il y a lieu de supposer qu'ils ont été fusillés, car ces sanatoria ont été transformés en casernes pour les S.S.

+IV-

VOL DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

Nous venons de parler de la confiscation de la propriété des Polonais expulsés, aussi bien mobilière qu'immobilière.

Cet effroyable pillage est exécuté, non seulement à l'occasion d'expulsions, mais encore sous beaucoup d'autres formes et en toute occasion.

A Poznań, comme dans toutes les autres villes des provinces de l'ouest, tous les magasins ont été repris aux Polonais, sans aucun dédommagement et remis à des "Treuhänder", administrateurs imposés. Les Allemands ne cachent pas d'ailleurs que ces "Treuhänder" deviendront prochainement et formellement, propriétaires de ces magasins.

On a enlevé de cette même façon aux Polonais les librairies, les journaux, les hôtels, les restaurants, les cafés, les cinémas. La technique de ce changement de propriétaire est bien illustrée par l'histoire de la librairie Dippel, une des plus grandes de Poznań. Un "Treuhänder" y fit un jour son apparition, compta la caisse et ordonna au propriétaire de quitter le magasin, sans lui permettre d'emporter quoi que ce soit.

Les "Treuhänder" ont placé sur tous ces magasins repris aux Polonais, l'inscription "Deutsches Geschäft" /magasin allemand/. On voit, sur un grand nombre d'hôtels, de restaurants et de cafés, polonais jusqu'ici, l'inscription : "Polen intritt verboten". /Entrée interdite aux Polonais./ On a fait de librairies polonaises des librairies allemandes, etc.

On a retiré également toutes les fabriques aux propriétaires Polonais.

Il convient de remarquer qu'en Posnanie, Poméranie et Silésie, 90 à 95 % de tout le commerce, de l'industrie, des hôtels se trouvaient entre les mains des Polonais.

A Poznań on a confisqué ainsi deux grands journaux avec toute leur installation technique, le "Kurier Poznański" et le "Dziennik Poznański". L'"Imprimerie et la Librairie Saint-Adalbert", maison d'éditions catholiques possédant en Pologne les meilleures installations graphiques, a été également confisquée sous le prétexte qu'elle avait publié le livre "antiallemand" de Kisielewski: "La terre recueille les cendres". On mit à la porte sur le champ, les directeurs et les fondés de pouvoir, leur interdisant l'entrée de la maison et on pilla tout ce qui appartenait à la direction: crucifix et images saintes furent jetées à terre.

Dans d'autres villes de Posnanie, Poméranie et Silésie, on confisqua également tous les journaux et maisons d'édition. C'est ainsi qu'on a confisqué à Katowice le grand journal "Polonia".

En plus de la confiscation faite par l'intermédiaire de l'institution des "Treuhänder", il existe encore la confiscation pure et simple de la fortune des personnes ou sociétés qui ont été déclarées "deutschfeindlich" /ennemis de l'Allemagne/.

Les propriétés foncières.

On a décidé de confisquer toutes les propriétés foncières dont les propriétaires en ont été absents du 25 Septembre au 10 Octobre 1939. D'autre part, sont considérées comme biens acquis illégalement, toutes les propriétés foncières achetées après l'année 1918. Mais en fait on confisque non seulement ce genre de propriétés, mais toutes les autres aussi. On dépossède de même les petits propriétaires paysans, sans aucun motif légal.



On a expulsé dans un délai de quelques heures tous les paysans polonais des districts de Szubin, Bydgoszez, Znin, Wyrzysk et autres, leur enlevant des terres sur lesquelles leurs ancêtres ont vécu depuis des siècles. On ne leur permit pas d'emporter quoi que ce fut.

L'épargne.

On ne reconnaît à leurs propriétaires que 15 % des économies déposées dans des banques. Toutes les personnes possédant de l'argent liquide, sont obligées de le déposer dans les banques et on ne leur verse que 50 marks par semaine. Tout argent en espèces découvert chez les particuliers est repris. Ces derniers n'ont pas le droit de posséder plus de 50 marks.

-000-

En plus de ce pillage exécuté selon de prétendues ordonnances, il existe un autre pillage "supplémentaire", qui n'a plus le prétexte d'aucun règlement. Les provinces de l'ouest, aussi bien que tout le territoire soumis à l'occupation allemande en sont les victimes. On dévalise surtout les appartements dont les propriétaires sont absents, enlevant meubles, pianos, linge, vêtements, literie, ustensiles de ménage, jusqu'aux balais, ainsi que livres, tableaux, et autres oeuvres d'art.

Le tout est emporté dans des camions dont les longues files stationnent devant les maisons.

On pille ainsi les châteaux, les cures, les villes, etc. Ce système est employé surtout en Pologne Centrale ainsi que dans les régions qui ont été "incorporées" au Reich

sur le même pied que la Posnanie, la Poméranie et la Silésie.

- V -

EXTERMINATION DE LA CULTURE ET
DE LA LANGUE POLONAISE.

L'emploi de la langue polonaise a été immédiatement supprimée de la vie publique. Dans beaucoup d'endroits, il a été même interdit de s'en servir dans les conversations privées, dans les rues et à l'intérieur des édifices publics.

Toutes les inscriptions polonaises ont été enlevées. Les rues et les places portent de nouveaux noms allemands.

La publication de tous journaux polonais est interdite. Il faut remarquer qu'en Posnanie, en Poméranie et en Silésie, il paraissait plus de 500 périodiques polonais, dont 50 quotidiens. Dans les locaux appartenant autrefois à ces journaux, on a installé des maisons d'édition allemandes. A Poznań, par exemple, on fait paraître actuellement le "Ostdeutscher Beobachter" dans les locaux du "Kurier Poznański".

On a confisqué aussi de nombreux musées, théâtres, et autres centres de la vie intellectuelle. Les sociétés polonaises culturelles, économiques et sociales ont été dissoutes et leurs biens confisqués.

- VI -

LES ECOLES.

La position de l'enseignement mérite un chapitre

spécial.

L'Université de Poznań et d'autres écoles supérieures ont été confisquées et transformées en établissements allemands. Nous avons déjà parlé plus haut du sort atroce subi par les professeurs de l'Université de Poznan.

Seules les écoles allemandes fonctionnent; les enfants polonais sont obligés, en partie, de les fréquenter.

La peine du fouet a été introduite dans les écoles. On a aussi introduit la "Militärhaltung" tenue militaire. Les enfants doivent être au garde-à-vous devant les commissaires, remplissant les fonctions d'inspecteurs scolaires et ne pas les quitter des yeux. Quant au professeur, il doit être aussi au garde-à-vous.

-VII-

LA DESTRUCTION DES MONUMENTS.

On détruit systématiquement les monuments et tous les souvenirs chers aux Polonais.

Aussitôt après la prise de Poznań, les Allemands enlevèrent l'Aigle polonais qui ornait l'Hôtel de Ville et démolirent le monument de Kościuszko, héros national polonais, celui de Wilson, Président des Etats-Unis, ainsi que le monument aux morts du 15^{me} régiment des Lanciers.

Les Allemands ont également détruit le monument du grand poète Adam Mickiewicz, érigé en 1857. Il est à noter que le gouvernement allemand n'avait pas osé y toucher même avant la guerre mondiale de 1914-18.

Quant au monument du Sacré-Coeur qui a la forme

d'un arc abritant une statue du Christ, on commença par enlever cette statue, puis on fit sauter le reste à la dynamite. Lors des travaux de démolition, les hommes qui passaient en enlevant leurs chapeaux, furent arrêtés et fustigés et on les obligea de prendre part à l'oeuvre de destruction.

A Gniezno a été détruit le monument du roi Boleslas le Vaillant, érigé devant la cathédrale de la ville. En signe de dérision, un noeud coulant fut passé au cou de la statue qui, au moyen de gros cordages fut précipitée à terre.

Dans les autres localités, les monuments et les emblèmes polonais furent soit démolis, soit enlevés.

A Lodz, le grand monument de Kościuszko sur la place de la Liberté, fut détruit à la dynamite.

- VIII -

L' E G L I S E

Les églises catholiques ont été fermées le 1^o Novembre. Les fidèles ne peuvent entendre la messe à Poznań que le dimanche et encore les grandes messes ne peuvent durer plus de deux heures. Les jours de semaine, les prêtres disent la messe, les portes fermées. Les sermons sont interdits.

En province, dans beaucoup d'endroits, les églises sont fermées depuis l'entrée des Allemands et il n'y a aucun service religieux.

Les autorités allemandes s'acharnent à froisser les sentiments religieux de la population catholique. Ainsi ils ont jeté sur un tas de fumier la statue du Christ faisant

partie du monument préalablement détruit.

Le plus beau temple de Poznań, chef d'oeuvre de l'art baroque datant de la moitié du XVII^e siècle, l'église collégiale a été fermée. Les Allemands annoncent qu'ils y organiseront un music-hall ou bien le démonteront pierre à pierre.

La cathédrale de Poznań, qui remonte au XIII^e siècle a été pillée de toutes ses oeuvres d'art. A l'heure qu'il est la cathédrale a été entourée d'une palissade et le bruit court qu'elle sera démontée.

Par ailleurs, toutes les petites chapelles et les croix qu'on pouvait voir au bord des routes, ont été enlevées dans toute la Pologne occidentale.

L'archevêché de Poznań-Gniezno est fermé. L'évêque de Poznań, Monseigneur Dynek, est interné dans sa maison. Il n'a pu communiquer avec les curés au sujet de la fermeture des églises que par l'entremise de la police allemande. Les bureaux de l'archevêché et le séminaire sont occupés par la police et la nuit on entend parvenir de là des gémissements et des cris de femmes qui y sont enfermées.

L'administration du diocèse de Chelmo qui comprend toute la Poméranie, sans être dissoute, ne peut plus fonctionner. Il en est de même avec l'administration du diocèse de Silésie à Katowice et avec celle du diocèse de Kujawy à Wloclawek. L'évêque Kozel de cette dernière localité est détenu en compagnie de criminels de droit commun.

La plupart des prêtres appartenant aux diocèses cités plus haut sont soit en prison, soit internés à leurs domiciles. Rien qu'à Poznań on a emprisonné 100 ecclésiastiques. L'évêque Rucinski, le chancelier de la curie de S. Em.

le cardinal Hlond, Prinat de Pologne ainsi que le curé Zborowski, d'un âge très avancé, ont été, ainsi que tant d'autres, jetés en prison. L'abbé Wojciechowski, secrétaire de l'Archevêque Hlond a subi le même sort à Bydgoszcz.

Dans le seul diocèse de Chelmno, 600 prêtres furent soit emprisonnés, soit envoyés dans des camps de concentration.

En Silésie ont été, entre autres, emprisonnés :
le prélat Sz wajnoch, le prélat Barabasz de Czechowice, l'abbé-conseiller Gajda de Chorzow. Le prélat Mateja, curé de Katowice a été condamné à plusieurs années de dure prison.

De très nombreux prêtres emprisonnés furent fustigés et maltraités de la façon la plus cruelle. D'aucuns sont morts en prison; quant aux autres, on manque complètement de leurs nouvelles.

Nombreux furent également les cas où les autorités allemandes ont fait fusiller et tuer les prêtres polonais. Outre le chanoine Zablocki de Gniezno dont nous avons parlé plus haut, ont été entre autres, fusillés, le chanoine-doyen de Kujavie, le curé Rolski, quelques prêtres de Bydgoszcz, plusieurs dans d'autres localités de la Poméranie, le curé de Kościan, un des curés de Kalisz.

L'abbé Szarek a été tué d'une façon bestiale. Tout d'abord on lui a enfoncé ses lunettes dans les yeux, puis avec la crosse d'un fusil, on lui a fracassé la mâchoire brisé une clavicule et enfin on lui a donné le coup de grâce.

Les organisations religieuses ont été fermées et les scellés y ont été apposés. On s'acharne surtout sur

l'Action Catholique qui passe pour être une organisation particulièrement nuisible au nazisme.

Les prêtres, même âgés, sont forcés d'exécuter de pénibles travaux physiques, maltraités et même mis à mort /voir plus haut l'assassinat du prêtre qui travaillait à la construction d'un pont/. A Gdynia, on a vu des prêtres obligés de laver les trottoirs, à genoux.

Les ordres religieux, surtout ceux qui s'occupent de bienfaisance ou d'enseignement sont opprimés. A Kościerzyna, on mit les Ursulines à la porte, les reconduisant jusqu'aux frontières du district et leur interdisant sous peine de mort de rentrer. Les Soeurs de la Charité qui travaillaient à l'hôpital de la ville à Poznan ont été chassées, ainsi que les Soeurs du Sacré-Coeur et les Ursulines. Tous les établissements d'enseignement, dirigés par les ordres religieux ont été confisqués.

Les églises ont été fréquemment profanées. Il est arrivé que la population fut plusieurs jours de suite, enfermée dans des églises, avec interdiction absolue d'en sortir, ce qui contribua à les transformer rapidement en cloaques. Des mitrailleuses furent installées dans les tribunes d'orgues. Un religieux qui refusa d'enlever la croix de l'autel, fut fusillé dans l'église, sous les yeux des fidèles.

-IX-

TENTATIVES D'HUMILIATION DE LA POPULATION POLONAISE

Les Polonais sont constamment humiliés par les autorités allemandes, traités comme des êtres inférieurs et



même comme des esclaves.

Dans un certain nombre de localités, les Allemands ont affiché des règlements comprenant entre autres, les articles suivants :

1. Tous les Polonais auront à enlever leurs couvre-chefs en présence des officiers allemands et les personnes civiles allemandes qui se distingueront par des signes extérieurs /brassard, etc./.
2. Tous les Polonais devront céder le pas aux Allemands. A Toruń et ailleurs, les trottoirs sont réservés aux Allemands. Les Polonais doivent se contenter de la chaussée.
3. Les marchés sont d'abord réservés aux Allemands. Ce n'est que lorsque les acheteurs allemands sont servis que les Polonais peuvent faire leurs achats.
4. Dans les magasins, le droit d'acheter les premiers est également réservé aux soldats et aux civils allemands. Ils ne sont pas obligés de faire la queue comme les Polonais. Certains articles, tels que le lard et le jambon, ne sont vendus qu'aux Allemands. Il arrive assez fréquemment que l'on ne donne pas de cartes d'alimentation aux Polonais.
5. Tous les Polonais qui n'ont pas encore "saisi" la différence qui existe entre vainqueurs et vaincus, seront punis de façon exemplaire.

Sur les portes de certains bâtiments publics et de certains bureaux /par exemple sur la porte des Services de l'Approvisionnement à Poznań/ on place l'inscription suivante : "Entrée de service pour les Polonais".

"A U S R O T T E N"

Quel est le but final poursuivi par les Allemands?
-Exterminer- "ausrotten", l'élément polonais.

Tous ces règlements, exécutions; déportations, confiscations et expulsions prouvent que les Allemands veulent, dans le plus court délai possible, commettre le plus grand crime de l'histoire des peuples civilisés: écraser et détruire complètement la population polonaise sur des territoires qui, depuis plus de mille ans, sont son patrimoine, le berceau de la nation et de l'Etat polonais.

Ces monstrueuses méthodes des successeurs de Frédéric II et de Bismarck, méthodes qui seraient dignes d'un Genghis Khan et des pires satrapes de l'antiquité, éveillent, à n'en pas douter, non seulement le dégoût, mais la plus profonde réprobation de tout le monde civilisé. Les crimes allemands appellent le châtement.

-:-:-:-:-

S O M M A I R E

	<u>Page</u>
Introduction	1
I. Massacres et exécutions	3
II. Camps de concentration, prisons, otages et travaux forcés	12
La situation lamentable des pro- fesseurs de l'Université de Poznań	16
III. Expulsions de la population	18
IV. Vol de la propriété privée	22
V. Extermination de la culture et de la langue polonaise	26
VI. Les écoles	26
VII. La destruction des monuments	27
VIII. L'Eglise	28
IX. Tentatives d'humiliation de la population polonaise	31
X. "Ausrotten !"	33